

Évaluation centrale de projet – Synthèse

Programme Développement rural et agriculture (ProDRA)

Pays / région / mondial	Togo
Secteur et code SNPC	31120 - Développement agricole (50 %), 31162 - Cultures industrielles/d'exportation (25 %), 31194 - Coopératives agricoles (25 %)
Numéro de projet	2016.2099.6
Commettant/ cofinancement	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)/ Union européenne
Organisme de tutelle/ partenaire de mise en œuvre	Ministère de la Planification du Développement, Togo / Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement rural (MAEDR) et ses structures et directions décentralisées, Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale (MCICL)
Intitulé Programme de CD	Développement rural et Agriculture
Organisations de mise en œuvre	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH et Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)
Volume du projet	21 157 190,52 EUR (dont 5 950 000 EUR en cofinancement avec l'Union européenne)
Durée du projet	Novembre 2016 – janvier 2023
Année de référence	2022
Année d'échantillonnage	2017

Contexte du projet

Le Programme Développement rural et agriculture de la GIZ au Togo fait partie des trois premiers programmes de la coopération bilatérale qui ont démarré en 2012 à la suite de la reprise de la coopération entre le Togo et l'Allemagne. À partir de 2016, ce programme a basé ses interventions sur l'approche de chaînes de valeur agricoles (CVA) avec pour objectif d'améliorer les performances techniques, organisationnelles et économiques des acteurs des chaînes de valeur agricoles promues, à savoir l'ananas, les fruits et légumes, le café-cacao et l'anacarde.

Le contexte politique togolais a été marqué par une longue instabilité entre 1990 et 2005. À partir de 2005, le gouvernement a enclenché d'importantes réformes destinées à renforcer la stabilité politique et relancer l'économie. Ces changements ont permis de restaurer la confiance des partenaires techniques et financiers. Selon les données de la Banque mondiale de 2022, entre 2010 et 2021 l'économie du Togo a connu une croissance du PIB à un taux moyen de 5,35 % par an et une croissance du PIB par habitant de 2,4 % par an. Le secteur primaire a diminué en pourcentage du produit intérieur brut de 28,7 % (2010) à 18,8 %

(2020). Selon les données de l'Union monétaire ouest-africaine et du Programme alimentaire mondial, la pauvreté reste très répandue au Togo, même si le taux a diminué de 59 % en 2011 à 45,5 % en 2019. Elle est plus marquée en milieu rural, avec 58,8 % des ménages ruraux vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2019. L'agriculture constitue l'un des piliers sur lequel le Togo appuie son processus de développement durable.

Figure 1 : Région concernée par le projet – Afrique



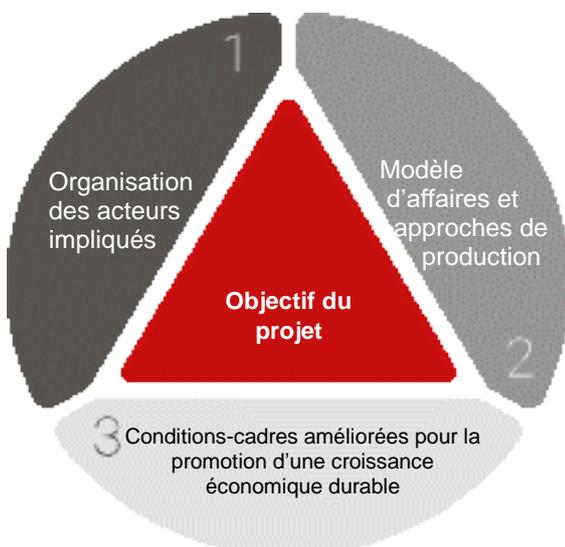
Brève description du projet

L'objectif du ProDRA visait à améliorer les performances techniques, organisationnelles et économiques des acteurs des chaînes de valeur agricoles promues. Le projet bilatéral du BMZ est actif dans trois domaines d'action : dans le champ d'action A, le projet vise à améliorer l'organisation des acteurs des chaînes de valeur agricoles promues à travers l'établissement de meilleures formes d'organisations et actions connexes. Le volet B porte sur l'introduction de modèles commerciaux et approches de production améliorés, durables, résilients face au climat et éprouvés dans les exploitations agricoles et les MPME des CVA promues. À travers le volet C, des appuis de conseil politique sont apportés pour améliorer des conditions-cadres pour le développement durable du secteur agricole.

L'équipe du projet de la GIZ a aidé les acteurs de la chaîne de valeur agricole (CVA) soutenue à se mettre d'accord sur des objectifs d'amélioration et à s'organiser dans des structures spécifiques, notamment des associations, des coopératives, des syndicats, des fédérations et des interprofessions (regroupement légal de plusieurs acteurs au sein d'une chaîne de valeur depuis la fourniture d'intrants jusqu'à l'exportation).

Le projet antérieur était le Programme Développement rural y compris l'agriculture. Les projets consécutifs sont le projet de promotion de la compétitivité du secteur privé qui a démarré en août 2022, et un projet de promotion de l'irrigation durable qui est en instance de démarrage.

Figure 2 : Objectif/domaines d'action du projet



Évaluation d'après les critères du CAD

Pertinence

Le critère de pertinence a été évalué selon quatre dimensions : i) conformité aux politiques et priorités, ii) conformité aux besoins et capacités des bénéficiaires et parties prenantes, iii) pertinence du concept et iv) adaptabilité – adaptation au changement.

Les politiques et stratégies diverses du gouvernement togolais ont été prises en compte dans la conception, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation du ProDRA ainsi que les stratégies du BMZ. La coopération au développement germano-togolaise est basée sur le processus de réforme BMZ 2030. Le projet collabore avec le ministère de l'Agriculture, des Productions animales et halieutiques (MAPAH) en tant qu'organisation de mise en œuvre technique. La stratégie du projet est en accord avec les orientations nationales et la stratégie nationale de la coopération au développement de l'Allemagne et de l'Union européenne, dans le cadre de l'Agenda 2030, notamment en ce qui concerne les ODD 1 – Pas de pauvreté, 2 – Faim « zéro », 5 – Égalité entre les sexes, et 8 – Travail décent et croissance économique. Par ses activités d'organisation des agriculteurs en coopératives, le projet soutient également l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA 2010).

L'équipe projet a apporté des solutions pratiques aux besoins des groupes cibles en adoptant une approche participative équivalente à l'approche de l'adéquation de l'offre ou la demande.

Le concept du projet et la théorie du changement ont été développés en étroite collaboration avec les partenaires. Le temps et les ressources, dont les ressources humaines et financières du projet, ont été alloués de manière adéquate en fonction des produits et des résultats. Il y a eu deux facteurs externes auxquels le projet s'est adapté : effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités économiques des groupes cibles, et l'ouverture des partenaires étatiques aux méthodes de travail de la coopération allemande ainsi que le système de planification.

Cohérence

Dans le cadre de la cohérence interne, l'un des points les plus forts du projet est que les concepts éprouvés du ProDRA ont été capitalisés et adoptés par d'autres projets de la GIZ, ce qui a permis de créer des synergies complémentaires et une forte cohérence entre tous les projets agricoles de la GIZ et la KfW. Le projet est un projet d'ancrage pour les neuf projets de la GIZ dans le secteur agricole. Il assume une fonction de coordination de tous ces projets (appelés « secteur vert ») afin de permettre d'une part des efficacités opérationnelles (par ex. administration commune) et d'autre part des synergies techniques.

Dans le cadre de la cohérence externe, le ProDRA travaille avec trois autres projets du gouvernement, et avec l'Union européenne dans le cadre de sa composante de cofinancement ProCAT.

Il est en contact formel et informel avec les rares projets agricoles internationaux. Le projet soutient un groupe de travail présidé par le ministère de l'Agriculture et le BMZ qui inclut la participation d'autres partenaires techniques et financiers (GPTFSA : Groupe des partenaires techniques et financiers du secteur agricole). En outre, avec l'approche du « secteur vert », le responsable de mission assure une gestion uniforme des parties prenantes (« *One Face to the Customer* »).

Les synergies mises en place concernent une collaboration autour d'activités qui visent l'atteinte d'un même objectif. Spécifiquement avec le ProCAT, il existe un cofinancement et une collaboration sur la filière ananas pour l'accroissement des revenus des PME et l'amélioration technique des processus de transformation.

Efficacité

Vu que le projet se termine en janvier 2023 et que l'évaluation a été réalisée en mai 2022, les valeurs cibles de tous les indicateurs ont été ajustées à la proportion de 89 % (67 mois sur 75 mois). 45 226 représentants des acteurs des CVA soutenues à travers les formations et les accompagnements confirment que leur situation professionnelle s'est améliorée (on compte parmi ces acteurs 30 % de femmes et 30 % de jeunes).

13 714 personnes représentant les acteurs des CVA soutenues ont augmenté leurs revenus annuels de 25 % en moyenne. 266 acteurs des CVA ont déposé des demandes de crédit bancaables auprès des institutions financières. Un volume de 26 510 tonnes a été exporté. Les PME soutenues ont transformé un volume de 29 145 tonnes.

Les hypothèses analysées lors de l'évaluation ont été confirmées : l'organisation des coopératives d'ananas et de légumes/épices offre des services professionnalisés à leurs membres pour réaliser d'objectifs définis en commun. Les résultats permettent d'augmenter la performance technique et économique des acteurs des chaînes de valeur agricoles promues. L'intégration des bonnes pratiques de production et de transformation par les exploitations et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans la transformation/l'exportation d'ananas et des légumes/épices a contribué à faciliter l'application des mesures de mise aux normes. Elles contribuent à la réalisation de l'objectif du module, en augmentant la performance technique et économique des acteurs des chaînes de valeur agricoles promues. Ces hypothèses sont réalisées en supposant que les fluctuations des prix sur le marché mondial n'affectent pas le développement économique au Togo et que les implications de la pandémie de COVID-19 sont restées gérables.

Figure 3 : Réalisation des indicateurs cibles du module

Situation professionnelle	100%
Augmentation de revenus	100%
Financement des acteurs	89%
Volume d'exportation	100%
Volume de production	100%

Impact

Les résultats de développement (prévus) de niveau supérieur montrent que les résultats sont pleinement atteints au niveau du développement économique, tandis que ceux de la dimension sociale et environnementale sont partiellement atteints : les bénéficiaires et les partenaires ont déclaré que leurs revenus et le développement économique (revenus, emplois) se sont améliorés grâce aux interventions du projet. Au niveau social, dans l'ensemble, il a été montré que le projet prend certaines mesures pour promouvoir la situation des femmes, mais que davantage aurait pu être fait, surtout au niveau de l'autonomisation, de la production ainsi qu'au niveau politico-juridique et de l'intégration du principe « ne laisser personne de côté ».

Au niveau environnemental, le projet a promu des approches de production améliorées, durables et résilientes au climat, mais aucune pratique agro-écologique holistique spécifique ou approche similaire n'a encore été promue. Avec ces activités, le projet a contribué au développement au niveau supérieur aux ODD 1 – Pas de pauvreté, 2 – Faim « zéro », 8 – Travail décent et croissance économique et 13 – Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques. L'analyse de contribution aux résultats de développement (prévus) de niveau supérieur a montré que le projet a contribué à des effets à deux niveaux supérieurs : les revenus des acteurs des chaînes de valeur promues et l'exportation des produits et l'augmentation du volume des produits exportés et transformés par les MPME, en raison de l'amélioration de la performance des acteurs de la chaîne de valeur agricole. Les deux hypothèses d'impact ont pu être confirmées.

Photo 1 : Champ école pour l'amélioration de la production d'ananas (© Skat 2022 : Sandra Fürst).



Efficienne

Les ressources utilisées pour les indicateurs sont efficaces, car ces derniers ont presque tous été atteints ou sont à un niveau approprié à ce stade du projet. L'efficacité a été particulièrement améliorée en réaffectant le personnel du projet aux groupes thématiques (fruits/légumineuses) et aux résultats du projet. La coordination du projet par 3 employé-es internationaux et 11 employé-es togolais-es permanent-es a été efficace pour ce grand projet complexe sur plusieurs années. L'efficacité a été particulièrement améliorée en réaffectant le personnel du projet aux groupes thématiques (fruits/légumineuses) et aux résultats. La charge administrative pesant sur le personnel national de la GIZ est élevée en raison de processus pour de traitement des factures, des signatures, etc.

La dimension de l'efficience de l'affectation a montré qu'étant donné la nature innovante de nombreux mécanismes du projet, le développement et la mise à l'essai de certains d'entre eux ont nécessité plus de ressources au début du projet, mais ont ensuite permis de les étendre plus efficacement au cours des années suivantes, grâce à une collaboration étroite et au renforcement des capacités avec les partenaires. L'efficacité de la structure interne du projet a été accrue, tant au niveau administratif que thématique, en réaffectant le personnel du projet et en renforçant la cohérence entre les projets du secteur vert.

En particulier, l'utilisation efficace des subventions locales a été appréciée par les partenaires du projet. L'efficacité du coût matériel de l'équipement, financé par des subventions locales, pourrait être renforcée en permettant différentes options techniques avec différents modules de prix.

Le projet ne dispose pas de chiffres sur la contribution des partenaires, mais les résultats des entretiens permettent de conclure que l'engagement à participer était élevé. La composante de cofinancement supplémentaire a aidé le projet à développer ses activités et à permettre des synergies dans les coûts administratifs.

Viabilité/durabilité

Dans l'ensemble, l'analyse a montré que les capacités des bénéficiaires et des parties prenantes restent limitées, notamment en termes financiers, ce qui ne leur permet de maintenir les activités du projet que dans une certaine mesure après la finalisation du projet. C'est le cas par exemple pour l'approche *Farmer Business School* (FBS), puisque les partenaires ont déclaré qu'ils ne maintiendraient qu'une approche FBS plus simple, car elle n'est pas considérée comme une priorité pour les services de vulgarisation nationaux. Par contre, l'analyse a montré que les apprentissages, les connaissances et le savoir-faire, fournis par les formations sur le développement organisationnel, le développement commercial et les bonnes pratiques peuvent être poursuivis dans une large mesure par les acteurs impliqués, mais auront toujours besoin du soutien des services de vulgarisation. La contribution au développement durable des capacités humaines et institutionnelles de tous les acteurs de la chaîne de valeur a été renforcée ces dernières années par ces acteurs et pourrait être maintenue au-delà du projet, car certains éléments sont déjà bien établis : 1) le système organisationnel clairement structuré entre tous les acteurs ; 2) la forte concentration sur l'approche de la chaîne de valeur au niveau national ; 3) la collaboration étroite et établie et systémique des partenaires ; 4) les 5 nouvelles stratégies nationales établies.

La durabilité des résultats du projet est maintenue par plusieurs mécanismes : 1) une intégration des méthodes de diagnostics de priorisation dans les stratégies nationales, qui pourrait conduire, à l'avenir, à un soutien par les budgets nationaux, 2) un modèle de refinancement pour l'équipement et 3) une plateforme d'achat et un mécanisme pour la commercialisation des produits entre les exploitations, la transformation et l'exportation vers le marché international, régional et local. La structure de l'interprofession n'a pas été jugée financièrement viable, mais elle offre un potentiel pour une coordination nationale intégrée entre les acteurs des chaînes de valeur. Toutefois, la durabilité à long terme de ces mécanismes doit être évaluée, car ils n'ont été mis en œuvre qu'au cours des dernières années.

Évaluation globale

Les analyses des différents critères et dimensions de l'OCDE ont montré que ProDRA assume clairement le rôle d'un projet d'ancrage pour développer et favoriser les synergies entre tous les projets du « secteur vert ». Il encourage donc des mécanismes similaires basés sur les leçons tirées des projets précédents et joue le rôle d'un projet pionnier. En termes de résultats globaux, de nombreux partenaires ont déclaré que sans ProDRA, le secteur agricole au Togo ne serait pas le même aujourd'hui. Dans l'ensemble, tous les partenaires et bénéficiaires interrogés le long des chaînes de valeur ont énormément apprécié toutes les activités, y compris les formations, les conseils techniques ainsi que l'appui matériel et les subventions locales. Le projet a favorisé le développement économique de plus de 45 000 bénéficiaires et de plus de 200 entreprises. Les interventions ont également pris en compte le développement social et environnemental, qui pourrait cependant être encore plus renforcé dans les interventions futures. Dans l'ensemble, le développement institutionnel (soutien à la structuration entre les parties prenantes), est une des composantes les plus fortes du projet.

Tableau 1 : Évaluation des critères du CAD de l'OCDE

Critère	Note (max. 100)	Échelle d'évaluation 1 (très bon résultat) à 6 (résultat très insuffisant)
Pertinence	90	Niveau 2 : Bon résultat
Cohérence	98	Niveau 1 : Très bon résultat
Efficacité	93	Niveau 1 : Très bon résultat
Impact	92	Niveau 1 : Très bon résultat
Effizienz	95	Niveau 1 : Très bon résultat
Viabilité/ Durabilité	81	Niveau 2 : Bon résultat
Note globale	92	Niveau 1 : Très bon résultat

Conclusions et facteurs de réussite/d'échec

Les diverses politiques et stratégies du gouvernement togolais ont été prises en compte dans la conception, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation du ProDRA ainsi que les stratégies du BMZ avec les marqueurs concernés. Le ProDRA est passé progressivement d'un projet qui structure les chaînes de valeurs à un projet qui appuie les chaînes de valeur avec introduction de services aux membres. Les besoins spécifiques tant des parties prenantes, surtout étatiques, que les bénéficiaires du ProDRA ont été entièrement pris en compte. Les facteurs de réussite sont les suivants :

- Coordination forte des projets de « secteur vert » de la coopération entre eux (projet d'ancrage).
- Approche « *One Face to the Customer* » : le responsable du programme agit en tant que « secteur vert » pour coordonner les partenaires prenantes.
- Collaboration étroite avec les partenaires nationaux et privés.
- Développement de la collaboration entre tous les acteurs par la structuration et la professionnalisation.
- Durabilité financière issue des approches orientées vers le marché.
- Existence d'une volonté politique pour la réalisation de réformes.
- Implication de tous les partenaires à tous les niveaux de la gestion du projet, y compris la conception, la mise en œuvre, le suivi et les rapports.
- Utilisation d'un système de suivi partagé entre les partenaires (point focal de suivi et d'évaluation dans toutes les autorités gouvernementales régionales) pour permettre l'apprentissage et l'établissement de rapports.

Les facteurs d'échec sont les suivants :

- Impact de la pandémie sur les activités économiques des groupes cibles.
- Indisponibilité et insuffisance de l'appropriation par les partenaires de certaines activités planifiées au démarrage.

Recommandations

Les mécanismes de marché développés par le ProDRA ont un fort potentiel de résultats financiers durables, car ils refinancent les activités au niveau local. Ils constituent une alternative claire aux approches de développement habituelles et pourraient servir de modèle à d'autres projets.

Les recommandations pour les deux projets consécutifs axés sur la promotion 1) de la compétitivité du secteur privé et 2) de l'irrigation durable ont été identifiées selon les aspects institutionnels, économiques, sociaux et environnementaux. L'approche institutionnelle et économique orientée vers le marché doit être associée avec des normes environnementales et sociales claires afin d'accroître les synergies entre toutes les dimensions de la durabilité. L'échange avec les projets non gouvernementaux pourrait être renforcé afin d'impliquer des perspectives critiques supplémentaires qui se concentreraient principalement sur le développement des capacités du personnel formateur des partenaires basés au Togo pour impulser l'appropriation et créer un système durable à l'échelle. Dans la dimension environnementale, les approches agro-écologiques pourraient réduire certains des impacts environnementaux potentiels au niveau de la production. Dans la dimension sociale, il faudrait développer des mécanismes qui prennent également en compte les groupes sociaux les plus pauvres (par exemple, par des groupes de solidarité, de mécanismes d'assurance locaux). En outre, les projets de suivi devraient choisir une approche basée sur les besoins, par exemple en aidant les partenaires à intégrer d'autres pratiques de gestion de l'eau agricole, au-delà de l'irrigation, qui peuvent être adaptées à différents besoins, régions et sources d'eau. Les analyses et les évaluations pourraient être communiquées et partagées plus systématiquement avec les partenaires de la coopération et les partenaires nationaux grâce à une approche de gestion stratégique des connaissances. Le projet doit insister davantage auprès des bénéficiaires sur le fait que le soutien prendra fin. Ces derniers ont fait part de leur impression que le soutien allait continuer, ce qui crée des attentes et un état d'esprit différent à long terme.

Approche et méthodes d'évaluation

L'évaluation est conçue comme une évaluation participative qui offre aux parties prenantes concernées la possibilité de s'impliquer dans le processus d'évaluation à toutes les étapes. Le projet a été évalué sur la base de critères et de questions d'évaluation standardisées de la GIZ et sur les critères d'évaluation du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la coopération bilatérale allemande. En outre, les critères d'efficacité et d'impact ont été basés sur une analyse de contribution incluant trois hypothèses retenues, et le critère d'efficience sur une analyse d'efficacité.

Pendant la mission principale d'évaluation, la collecte des données à travers les différentes approches prévues a été effectuée sur place par deux évaluateurs dans les différentes régions d'intervention (Maritime, Plateaux, Centrale, Kara). Les acteurs interviewés ont été choisis en fonction des différentes régions dans les chaînes de valeur respectives choisies pour l'évaluation (ananas, légumes/épices, anacarde). Lors de la phase d'évaluation, les différentes parties prenantes ont été interviewées soit individuellement (les directions) soit en groupe de discussion (bénéficiaires dans les villages). Le nombre d'entretiens individuels organisés est de 25, le nombre de séances de travail avec une direction et ses collaborateurs ou les équipes GIZ était de 8 et le nombre de groupes de discussion était de 9. Au sein de chaque groupe ont été sélectionnés un nombre limité de donateurs, membres de la GIZ, organisations partenaires, secteurs public et privé, acteurs impliqués dans la formation et enfin des bénéficiaires finaux qui ont participé à des formations ou issus du secteur privé (par ex. les entreprises qui ont bénéficié des interventions). Durant la collecte de données, les évaluateurs créent des moments de réflexion réguliers pour trianguler les réponses. Les réponses ont été validées à l'aide de données quantitatives et qualitatives tirées d'une analyse documentaire. À la fin de la mission d'évaluation, un atelier interne sur les résultats a servi à une autre triangulation systématique par l'équipe d'évaluation. Une réunion de débriefing a été organisée avec l'équipe le dernier jour de la mission à Lomé.

Méthodologie de l'évaluation des résultats

Les projets sont évalués selon les critères du CAD de l'OCDE, à savoir : pertinence, cohérence, efficacité, impact, efficience et viabilité/durabilité. Chacun des six critères est évalué sur une échelle de 1 à 100 (système de pourcentage).

La note globale du projet est calculée à partir de la moyenne des points attribués pour chaque critère du CAD. La moyenne de la note globale est arrondie conformément aux règles d'arrondi mathématiques. Tous les critères du CAD pèsent le même poids dans la note globale. Par rapport aux systèmes précédents (échelle de 6 points, échelle de 16 points), l'échelle de 100 points présente l'avantage d'être différenciée, utilisée au niveau international, et facile à comprendre et à traduire en d'autres systèmes de notation.

Table 2 : Échelles d'évaluation

Échelle de 100 points (note)	Échelle à 6 niveaux (appréciation)
92–100	Niveau 1 : Très bon résultat
81–91	Niveau 2 : Bon résultat
67–80	Niveau 3 : Résultat satisfaisant
50–66	Niveau 4 : Résultat plutôt insuffisant
30–49	Niveau 5 : Résultat insuffisant
0–29	Niveau 6 : Résultat très insuffisant

Note globale : les critères d'efficacité, d'impact et de viabilité/durabilité sont des critères éliminatoires. Lorsque leur score est égal ou inférieur à 4, le projet obtient un score de 4 (résultat insatisfaisant) même si la moyenne globale équivaut à un score supérieur.

Les dimensions d'évaluation dans le cadre des critères du CAD de l'OCDE, de même que l'attribution de la note globale à l'aide d'un système de points, améliorent la transparence des évaluations et permettent en outre une meilleure comparabilité si l'on dépasse le cadre du projet.

Mentions légales

Responsable :

Martha Gutierrez, GIZ, directeur
Unité d'Évaluation de la GIZ

Conception, coordination et gestion :

Claudia Kornahrens, GIZ, cheffe de Section
Manuel Kern, GIZ, gestion d'évaluation
Section Évaluations centrales de projets
Unité d'Évaluation de la GIZ

Évaluation :

Sandra Fuerst (SKAT Consulting Ltd.) et Koffi Agbéko
DESSAH (indépendant)

Rédaction :

Sandra Fuerst (SKAT Consulting Ltd.) et Koffi Agbéko
DESSAH (indépendant)

Révision :

International Correspondents in Education (ICE)

Conception :

Mise en page : DITHO Design GmbH, Cologne
Graphiques : Stefan Oltsch

Impression et distribution :

GIZ, Bonn

Matériel cartographique :

Les représentations cartographiques ont un caractère exclusivement informatif et ne constituent pas une reconnaissance internationale des frontières et des zones. La GIZ ne garantit en aucune façon l'actualité, l'exactitude ou l'intégralité des cartes fournies. Toute responsabilité concernant des dommages résultant directement ou indirectement de leur utilisation est exclue.

E : evaluierung@giz.de

I : www.giz.de/evaluierung

www.youtube.com/user/GIZonlineTV

https://twitter.com/giz_gmbh

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :

Bonn et Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T : +49 228 44 60-0
F : +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1–5
65760 Eschborn, Allemagne
T : +49 6196 79-0
F : +49 6196 79-11 15

E : info@giz.de

I : www.giz.de

Bonn 2023